

COMMISSION DE REGULATION DE L'ENERGIE

Paris, le 12 septembre 2019

Objet : CONSULTATION PUBLIQUE N°2019-015 DU 23 JUILLET 2019 RELATIVE AUX CONDITIONS D'INSERTION DU BIOMETHANE DANS LES RESEAUX DE GAZ ET A L'INTRODUCTION D'UN TIMBRE D'INJECTION

Madame, Monsieur,

L'Association des Agriculteurs Méthaniseurs de France représente et fédère 280 structures agricoles, défend les hommes et femmes qui valorisent un méthaniseur en lien avec leur métier d'agriculteur, dans une logique de projet et de progrès qui vise un juste retour de la valeur ajoutée. A ce titre, nous partageons notre avis dans le cadre de la présente Consultation Publique de la CRE :

Q1-Q5 : Questions relatives au zonage et au I/V

Nous saluons les dispositions générales proposées par la CRE qui semblent satisfaisantes. Il conviendra de maintenir une veille et une mise à jour à intervalle régulier de chaque zone, cette dernière pouvant évoluer très vite d'une année à l'autre et il faudrait être certain de pas bloquer un projet de façon définitive alors qu'il pourrait très bien s'avérer réalisable l'année suivante.

Q7-Q8 : Questions relatives au principe de mutualisation des investissements hors renforcement

L'AAMF émet un avis favorable sur la mise en place des quotes-parts de telle sorte que la prise en charge soit bien répartie par l'ensemble des porteurs de projets concernés par la même maille. Il convient toutefois de s'assurer que cette mise en place ne soit pas pénalisante pour les petits projets.

Q10-Q11 : Questions relatives au timbre d'injection

L'AAMF est FERMEMENT OPPOSÉE à l'introduction d'un timbre d'injection pour les producteurs de biométhane pour les raisons suivantes :

- Les actuels producteurs de biométhane ont déjà payé leur raccordement (parfois avant la réfaction), ils se sont engagés dans la filière biométhane en connaissance des règles en vigueur. Toute taxe supplémentaire n'est pas envisageable et déséquilibre le plan de financement initial.

- Les porteurs de projets de biométhane prennent déjà à leur charge une partie des coûts d'étude, de raccordement et de renforcement des ouvrages, mutualisés ou non. L'annonce d'un timbre, révélateur d'un système plus complexe pénalisant la rentabilité des projets (perte de TRI projet de l'ordre de 0,5%) découragera les porteurs de projets. Tout développement d'une filière d'énergie renouvelable a un coût que les citoyens doivent assumer.
- Il n'est pas juste d'appliquer à cette filière verte, renouvelable, bâtie sur des économies locales, un timbre 4 fois plus élevé que celui du gaz fossile importé. L'AAMF partage pourtant le constat cité page 5 de la présente Consultation Publique : « pour assurer l'avenir du gaz vert, il est important de réussir le développement du biométhane » ...

L'AAMF demande de revenir sur votre proposition d'appliquer un timbre d'injection.

Par ailleurs, nous vous indiquons que l'AAMF est préoccupée du plafonnement des investissements mis en place par le décret qui définit les modalités du droit à l'injection.

Laureline BES DE BERC, animatrice du GT AAMF injection de biométhane reste à votre entière disposition pour tout renseignement complémentaire par téléphone au 07 63 78 28 63 ou par mail à l'adresse : animationtechniqueaamf@gmail.com

Nous vous prions de bien vouloir agréer, Madame, Monsieur, l'expression de tout notre dévouement.

Pour le Conseil d'Administration AAMF,
Francis Claudepierre, Président

Pour le GT AAMF injection de biométhane
Mauritz Quaak, Vice-Président AAMF

